



Journal Homepage: - www.journalijar.com

INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)

Article DOI: 10.21474/IJAR01/12196

DOI URL: <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/12196>



RESEARCH ARTICLE

ANALYSE SOCIOLOGIQUE DES PERCEPTIONS DES JEUNES BENINOIS SUR LA MODERNITE POLITIQUE DES ELITES

Patrick Hinnou

Département De Sociologie-Anthropologie/ FASHS/ Université d'Abomey-Calavi (Bénin).

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 20 October 2020

Final Accepted: 24 November 2020

Published: December 2020

Key words:-

Political Modernity, Young People,
Perceptions, Intellectuals, Bó,
Technologies, Elites

Abstract

Political modernity is a negotiated reality, which requires adaptation, innovation. The representations or perceptions of young Beninese constitute variables of recognition of political modernity, even of the modernity of political figures or elites. These are criteria for the recognition and validation of political leadership. How do young Beninese build their criteria of political modernity? In addition, how do they state their perceptions of the modernity of elites or political figures in Benin? Essentially qualitative and based on "comprehensive interviews" carried out in Benin from a survey integrating about thirty (30) people, this research appropriates the dynamics of interpretative sociology and adopts the model of analysis based on "the social construction of reality", with an opening on interactionism and strategic analysis. By postulating that the perceptions of young people on political modernity structure the relationships between their expectations and the behavior of elites or political figures in society, this work has made it possible to elucidate the social representations which guide the modernity of political elites in Benin. It revealed the over-intellectualization of the political arena, the pervasiveness of the bó or gris-gris, the emergence of a new relationship to way of life, to technology, then the modernization of public action and marginalization of the opposition.

Copy Right, IJAR, 2020.. All rights reserved.

Introduction:-

« Autres temps, autres mœurs », enseigne la sagesse populaire. Cette célèbre affirmation ancrée dans la conscience commune donne un contenu à la temporalité et, au-delà, rend toute réalité sociale relative, évolutive et non figée. C'est la preuve que la société est dynamique et fait alterner « l'ancien et le nouveau » (Y.-J. Harder, 1996), le traditionnel et le moderne, « la tradition et la modernité » (G. Balandier, 2007). De façon générale, la modernité désigne le caractère de ce qui est moderne, l'actuel, le présent ou ce qui est récent. Un fait est jugé moderne lorsqu'il est contemporain et est à l'antipode du contemporain, du classique ou du traditionnel. L'usage de ce terme en sciences humaines remonte à l'avènement des philosophes comme Spinoza, Locke. Il est nécessaire de rappeler, à la suite de M. Barbier (2000), le rôle qu'ont joué Montesquieu et Rousseau en tant que précurseurs de la démocratie. D'ailleurs, la modernité politique, au départ, ne pouvait se concevoir sans la démocratie analysée comme l'État nouveau dépassant l'État ancien. La modernité actée par l'avènement de la démocratie, laisse entrevoir toute la

Corresponding Author:- Patrick Hinnou

Address:- Département De Sociologie-Anthropologie/ FASHS/ Université d'Abomey-Calavi (Bénin).

charge du poids de la responsabilité qui revient aux élites engageant l'action publique au cœur du processus de construction de l'État.

Concrètement dans ce processus de construction de l'État, certains travaux consacrés aux élites les ont abordées en termes de classe politique dirigeante (G. Mosca, 1896) minoritaire ayant deux composantes : les chefs supérieurs en tant que noyau dirigeant et les chefs secondaires comme noyau garant de la cohésion sociale. Il a aussi été question de circulation des élites (V. Pareto, 1902) parlant de la montée des couches inférieures, pendant que les couches supérieures s'estompent. D'autres travaux ont présenté les élites comme représentant la polyarchie (R. Dahl, 1961) à l'opposé de la thèse d'oligarchie de fait (C. Wright-Mills, 1957) ou de celle d'oligarchie analysée sous l'angle du néo-machiavélisme dans la démocratie sénégalaise (A. Tine, 2005), pendant que les élites sont évoquées dans une perspective traduisant une homogénéité sociale (M. Bauer, B. Bertin-Mouro, 1995) ou comme traversées par de multiples conflits (R. Aron, 1960). D'autres encore ont préféré assimiler les élites à la « noblesse d'État » soumise à la logique de reproduction (P. Bourdieu, 1989).

Cela dit, il s'observe que, dans le contexte béninois, la modernité surtout politique est une donnée soumise à la négociation (E. S. Macamo, 2005), ce qui demande une adaptation, une innovation. C'est en cela que les jeunes Béninois intègrent leurs représentations ou leurs perceptions de la modernité politique à ce registre. Ces représentations ou perceptions constituent des variables de reconnaissance de la modernité politique, voire de la modernité des personnages ou élites politiques. Ce sont en quelque sorte des critères de reconnaissance et de validation du leadership politique. Cela sous-entend la charge qui pèse sur les élites qui aspirent au pouvoir politique dans la société. La question centrale qui guide ce travail s'énonce de la manière suivante : comment les jeunes Béninois construisent-ils leurs critères de la modernité politique ? De plus, comment énoncent-ils leurs perceptions sur la modernité des élites ou personnages politiques au Bénin ? La réponse à ces interrogations permettra de mieux élucider les représentations sociales qui orientent la modernité politique des élites et, à terme, d'introduire une mise en perspective sociologique de la modernité politique au Bénin. Ce travail postule que les perceptions des jeunes sur la modernité politique structurent les relations entre leurs attentes et le comportement des élites ou personnages politiques dans la société.

Méthodologie et modèle d'analyse:-

Vu sous l'angle méthodologique, la présente contribution scientifique est essentiellement qualitative et s'appuie sur la fouille documentaire ainsi que sur des « entretiens compréhensifs » (J.-C. Kaufmann, 1996) effectués au Bénin, lesquels font abstraction des points de vue du chercheur en privilégiant les savoirs et perceptions des enquêtés. Relevant de statuts socioprofessionnels différents, les trente (30) personnes concernées par l'enquête appartiennent aux deux sexes et s'identifient à deux tranches d'âges (jeunes, adultes).

S'appropriant la dynamique de la sociologie de l'« interprétation » (C. Geertz, 1973), cette réflexion répond au modèle d'analyse basé sur la construction sociale de la réalité (P. Berger, T. Luckmann, 2003) avec l'interactionnisme symbolique d'E. Goffman (1961). Selon cet auteur, « les interactions sont les atomes de la société. Elles fondent toute la dureté et toute l'élasticité, toute la couleur et toute l'uniformité de la vie sociale, qui nous est si évidente et pourtant si mystérieuse » (E. Goffman cité par Y. Winkin, 1993, p. 474). À cet effet, le paradigme interactionniste permet de mettre en perspective sociologique les relations entre le comportement des élites politiques et les perceptions ou représentations sociales de la jeunesse en termes de systèmes symboliques (C. Geertz, 2002, p. 90) de la modernité politique telle que vécue par les acteurs.

De cette démarche d'appropriation des « techniques de fabrication des sociétés modernes » (G. Balandier, 1962), s'émergent les interactions qui structurent les perceptions sur les comportements et l'action dans le sens de la construction sociale de la modernité politique au Bénin. Cet état de choses prête le flanc à l'analyse stratégique inspirée par le jeu des acteurs (M. Crozier, E. Friedberg, 1977). C'est sur la base de ces éléments de méthodologie que sont produits les résultats de la recherche.

Résultats:-

Les données relatives aux perceptions des jeunes Béninois sur la modernité politique ont permis d'obtenir des résultats, lesquels sont présentés sous la bannière de la démarche méthodologique et du modèle d'analyse convoqués dans le cadre de la présente recherche.

Le retour à l'ancien : la survivance des *akowé* (intellectuels) et la prégnance du *bó*:

En questionnant l'histoire politique béninoise des années 1960 (Dahomey était le nom du pays à cette époque), on observe comment la catégorie sociale des *akowé* (en langue fon) ou intellectuels autochtones béninois a réussi à évincer le pouvoir politique et économique des *Agouda*, c'est-à-dire des Afro-Brésiliens nés du métissage entre Brésiliens et Béninois du fait du commerce triangulaire. Aujourd'hui encore, les perceptions des jeunes Béninois sur la modernité du leadership politique accordent la part belle à la sur-intellectualisation de l'élite ou du leadership politique. Cette intellectualisation a resurgi de plus belle après ses manifestations dans la période révolutionnaire des années 1970 et pendant la transition démocratique amorcée à partir de 1990. De même, les perceptions des jeunes Béninois sur la modernité du leadership politique révèlent la prégnance du *bó* ou du gris-gris, une forte expression des cultures et valeurs endogènes considérées comme une béquille de la sur-intellectualisation de l'arène politique.

Une sur-intellectualisation : la survivance des *akowé*:

On sait que l'essor politique marqué par la conquête du pouvoir politique des *akowé* est intervenu à l'occasion des mouvements nationalistes au lendemain des réformes administratives et institutionnelles des années 1940 (D. Ronen, 1974, p. 55-76), dans la lignée desquelles ont eu lieu les premières élections pour la désignation des députés de l'Afrique occidentale française (AOF) à l'Assemblée constituante de 1945. Depuis la transition démocratique en 1990 et, particulièrement ces dix dernières années, s'observe une sur-intellectualisation de l'arène sociopolitique béninoise au point où les jeunes en font une variable déterminante de la modernité politique.

Deux signes extérieurs permettent d'apprécier le capital social des *akowé* : c'est d'abord le poids de leur niveau d'instruction qui les prédispose à un leadership politique tissé au bout des études ; c'est ensuite leur distinction comme un exemple de réussite sociale. En guise d'illustration de ce second point, des personnes enquêtées rapportent ironiquement l'exemple d'un candidat à l'élection présidentielle de 2011. Alors qu'il était attendu pour le dépôt de sa candidature, ce dernier se fit conduire au moyen de *zémidjan* (taxi-moto) à la Commission électorale nationale autonome (CENA) et devint objet de raillerie. Pour les jeunes Béninois, ces deux signes extérieurs sont vraiment devenus des indices de la modernité politique. Ils constituent des atouts majeurs d'ascension politique, en termes de conquête de l'électorat ou de l'accession aux fonctions nominatives, toutes choses concourant à la prise du contrôle des institutions de l'appareil d'État et des structures publiques, voire parapubliques de gestion administrative. Ceux qui incarnent ces attributs ont pion sur rue et sont potentiellement outillés pour amorcer le virage du leadership politique, étant entendu que leur niveau d'instruction, leur confort matériel et leur statut de civilisés projettent, avec aisance, une image de privilégiés dans la société où ils sont prédestinés à jouer les premiers rôles. Le témoignage suivant représente une illustration parfaite du versant élitiste ou intellectualiste de la modernité politique :

« L'élite moderne bénéficie d'un haut niveau d'instruction, dispose de plusieurs voitures haut de gamme, de plusieurs maisons modernes, se présente élégamment par la diversité de sa garde-robe faite d'habits de mode européen et local avec des chaussures de qualité impressionnante. Un *akowé* ou intellectuel, qui sait s'y prendre, peut facilement accéder au pouvoir politique, avec mandat électif ou nominatif, au plan national ou local. Dans le Bénin d'aujourd'hui, les exemples sont légion. Plusieurs Béninois bardés de diplômes dans des pays occidentaux reviennent au bercaïl et valorisent ces atouts auprès des citoyens en réussissant à avoir des positions privilégiées de pouvoir politique. C'est cela la réalité, celle-ci est encore à la mode » (jeune licencié en droit, entretien, Cotonou, 2019).

Ces attributs fortement convoités du leadership politique des intellectuels projettent dans la société une image ayant un écho favorable auprès des citoyens. Ils suscitent respect et admiration au profit d'une classe moderne de leaders privilégiés sur le plan politique et traduisent donc des rapports aux savoirs savants, aux autres membres de la société de même qu'à leur environnement social. C'est en cela que l'influence des variables de la modernité politique telles que révélées par les jeunes se rapproche éloquentement du « mythe de l'*akowé* dans les imaginaires politiques » (R. Banégas, 2003, p. 40).

D'après l'enquête, l'indice de modernité politique lisible dans le mythe de l'intellectuel est rehaussé par sa représentation sociale de *mèdjomè*. Ce terme, ainsi que le définit T. Vittin (1989, p. 21), est assimilé à une « personnalité importante ayant une position matérielle et sociale élevée, qui suscite admiration et respect ». Vu sous l'angle de *mèdjomè*, l'intellectuel est prédisposé à accéder à l'épicentre du pouvoir politique. Toutefois, la modernité politique telle que perçue par les jeunes ne se résume pas au capital social porté par la sur-intellectualisation et la

réussite sociale. La recherche empirique montre que bien d'autres critères ou variables sont à prendre en considération, comme la prépondérance du recours aux savoirs endogènes à travers la pratique du *bó* ou du gris-gris.

Prégnance de la pratique du *bó*, un bras armé de la modernité politique:

L'état d'esprit entretenu autour du *bó* est une donnée sociale périphérique, mais assez importante qu'on ne saurait soustraire du processus politique béninois (P. Hinnou, 2014, p. 165-166). Mondialement reconnu comme berceau du vodùn, le Bénin anciennement Dahomey ne s'est jamais déconnecté de cette réalité ancestrale et endogène même s'il a connu des envolées confusionnistes sous le régime marxiste-léniniste dirigé par le capitaine Mathieu Kérékou pendant la période révolutionnaire où il « avait (...) combattu avec détermination les variantes de la culture traditionnelle incarnées par les palais royaux, le vodùn, les prêtres du vodùn, les féticheurs en n'y voyant que des pratiques féodales, obscurantistes et rétrogrades » (P. Hinnou, 2014, p. 326). Mais à partir du renouveau démocratique, cette chasse aux sorcières a pris fin et le vodùn est à nouveau valorisé à travers le *Festival international des arts et cultures vodùn « Ouidah 92 »*, organisé en février 1993 dans la ville historique de Ouidah, depuis le centre jusqu'à la plage en passant par la 'route de l'esclave'.

De nos jours, la culture endogène que porte le *bó* est réinvestie en politique et la prégnance du rôle que lui donnent les acteurs politiques est tellement manifeste que les jeunes, pris en compte dans l'enquête sociologique, le classent au titre des variables essentielles de la modernité politique au Bénin. Il s'observe que la couche juvénile souligne la contribution de la pratique du *bó* à la modernité de « la mise en scène de la vie quotidienne » (E. Goffman, 1977) dans l'arène politique béninoise. La prégnance de la pratique du *bó* apparaît comme une ressource importante des acteurs qui officient dans l'arène politique où la course au pouvoir engendre la guerre de leadership, les conflits de toute nature, créant au passage l'harmonie entre la sorcellerie et la politique (P. Geschiere, 1995). Les acteurs politiques, dans cette arène de *challenge* et de convoitise, font recours à un réarmement spirituel en consultant le *fâ* (art divinatoire), une sorte de « précognition » (P. Riffard, 1983) qui permet d'anticiper sur l'avenir à partir d'une mise en conformité vis-à-vis de certaines recommandations thérapeutiques occultes provenant du *bokonon* (prêtre du *fâ* en langue fon). Ils optent pour la pratique du *bó* aux fins de se « blinder » le corps (*glo* en fon, une sorte d'anti-missiles), c'est-à-dire se protéger ou se prémunir contre les mauvais sorts ou guérir de certaines maladies *a priori* incurables. De même, le canal du *bó* est aussi utilisé à fond pour jeter un mauvais sort (missiles), sous forme de maladies ou de malédictions, à un concurrent politique gênant par exemple. Les jeunes ont donc internalisé cette potentialité manichéiste (protection et de nuisance) de « l'état du *bó* » (V. Topanou, 2009, p. 267-301).

La prégnance de la pratique du *bó* a un poids psychologique et psycho-social sur la plupart des acteurs politiques, de sorte que ceux qui n'y croyaient pas au début, parce qu'étant d'une obédience religieuse relevant de la chrétienté ou de l'Islam, finissent par se réfugier dans un syncrétisme religieux ouvert sur le *bó* pour éviter, d'un côté, la déstabilisation de leurs ressources matérielles et financières puis s'assurer, de l'autre, une protection physique, morale et l'intégrité de leurs biens contre les attaques éventuelles de leurs *challengers* dans une arène où tous les coups sont fréquemment permis. Un jeune homme ayant plusieurs fois assisté son père *bokonon* lors des séances d'initiation et de « blindage » de corps au profit de certains députés et élus communaux, témoigne en ces termes :

« Vous ne pouvez pas savoir tout ce qui se passe la nuit dans le couvent de mon père ici. Que personne ne vous trompe ! La nuit, généralement de 19 heures à 4 heures du matin, il y a assez de mouvements par ici. La plupart des clients sont des personnages politiques qui viennent pour diverses raisons. Dans la journée, ils s'habillent bien, se font passer pour des "civilisés", des *akowé*, alors que la nuit, ils viennent communier avec les divinités, font tuer des moutons, des coqs, avalent des choses impossibles et font des sacrifices ou offrandes aux dieux afin de jouir d'une bonne santé, de passer les zones de turbulence, d'être ce qu'ils sont, d'avoir du succès politique ou de renouveler leur mandat. Sans le vodùn, sans le *bó* ou le gri-gris, sans les talismans, nombreux parmi eux auraient cessé d'exister politiquement » (jeune mécanicien, aide-charlatan, 2019).

Fort de sa puissance manifeste ou potentielle, le *bó* est mis au service de la politique ; son usage se généralise de plus en plus et est devenu un passage obligé pour les acteurs politiques qui le conçoivent comme élément de survie pour une carrière réussie. Au Bénin, la politique est un domaine de prédilection pour l'appréciation de l'étendue du *bó* qui donne lieu à « la guerre des choses dans l'ombre » (G. Zossou, 2004). C'est là une perception des jeunes sur la modernité politique, une perception qui peut en cacher une autre, celle qui émerge des relations entre la mouvance gouvernementale ou parlementaire et l'opposition, elle-même gouvernementale ou parlementaire.

Perceptions clivées : modernité politique comme négation de l'opposition:

D'après les données d'enquête, la modernité politique s'apprécie sur l'autel d'un des principes chers à la démocratie : la coexistence entre la mouvance gouvernementale ou parlementaire et l'opposition de même nature. L'expression de la modernité politique, dans le cas d'espèce, s'apparente à la négation des partis politiques de l'opposition, donc à l'inexistence des opposants. À cet effet, voici une expression souvent agitée et qui est devenue depuis lors célèbre : « Un jeune ne fait pas l'opposition ! Un jeune ne doit pas faire l'opposition ! » (propos provenant de différentes personnes, enquête, 2019). L'explication donnée à une telle affirmation est fort simple : les jeunes, qu'ils soient en chômage ou non, se doivent de soutenir le pouvoir exécutif pour bénéficier de ses faveurs ou, au pire des cas, sont invités avec insistance à rester en marge de toute activité politique engagée par l'opposition gouvernementale ou parlementaire, sous peine de subir ses représailles.

Prenant pour acquise cette vision du monde politique, les jeunes pensent que la modernité politique de la fin des années 2010 ne s'embarrasse pas d'une prise de position ouverte contre le pouvoir exécutif. Être moderne politiquement pour un chef de parti, par exemple, c'est faire le jeu du pouvoir exécutif, c'est montrer sa capacité d'adaptation pour ne pas courir le risque d'être affamé ou d'« affamer » ses militants. Cela suppose, aux yeux des jeunes, le gommage systématique des spécificités partisans ou idéologiques au lendemain des élections, et ceci au profit d'une assimilation ou résilience. Toute résistance ou contradiction idéologique est ainsi considérée, dans l'entendement de ceux qui sont sortis victorieux des consultations électorales, comme la manifestation de l'aigreur et, dans le pire des cas, comme une déclaration de guerre.

Selon les jeunes, l'énonciation de cette perception s'est surtout réaffirmée suite aux élections législatives de 2019, auxquelles n'a pris part aucun parti de l'opposition en raison des restrictions contenues dans la nouvelle charte des partis politiques et dans le nouveau code électoral dont le vote a été fortement querellé. Au final, seulement l'Union progressiste (UP) et le Bloc républicain (BR), deux partis politiques proches du Chef de l'État, se sont vu délivrer par l'administration publique le récépissé et le quitus fiscal, autant de conditions *sine qua non* de la participation électorale.

Cela dit, la modernité politique interprétée comme la marginalisation de l'opposition, sa négation ou l'inexistence des opposants, n'est pas systématiquement assimilable à une absence définitive de l'opposition ; c'est juste une présence discrète, voire inoffensive pour ne pas jouer, devant l'exécutif, les empêcheurs de tourner en rond. En tout état de cause, il ressort de l'enquête qu'« il vaut mieux, dans le contexte actuel des choses, être avec l'exécutif plutôt que d'être contre lui » (entretien de groupe, 2019). Ce faisant, c'est le paraître du personnage politique opposant qui est sollicité dans la variable « négation de l'opposition » pour rendre compte de cette perception de la modernité politique par les jeunes Béninois. En s'intéressant à d'autres enjeux portés par la dynamique au sein de l'arène politique, il est besoin de souligner les perceptions « multiples » (M. Gluckmann, 1955, p. 19) des jeunes au sujet de la modernité politique. Celles-ci couvrent aussi les modes de vie et la technologie.

Rapport au mode de vie, rapport à la technologie et à l'innovation:

Le mode de vie et la technologie sont aussi convoqués par les jeunes au cours de l'énonciation de leurs perceptions sur la modernité politique. L'espace public est loin d'être un espace d'acteurs politiques dépassés, rétrogrades. Ils ont intérêt à être en harmonie avec leur monde, à accentuer leur rapport à la mondialisation, à affirmer leur prise de conscience du présent et non du passé. La modernité renvoie ici à la capacité de se mettre dans l'air du temps, de se conformer aux exigences de la société. Les modèles politiques sont à rechercher aussi du côté de ceux qui aiment observer leur société et non du côté de ceux qui sont l'incarnation d'un leadership aveuglé, en marge de la demande sociale. Dans l'imaginaire social des jeunes, le leader politique moderne est actuel, il est à la page car « pour prétendre diriger efficacement une société, il faut en saisir l'âme, ce qui lui permet de se mettre en mouvement, ce qui lui permet de se maintenir. Son âme est le quotidien de sa modernité, le souffle qui vivifie son agir » (enseignant, entretien, 2019). Le politique moderne est à la page de son histoire, de l'histoire sociale ; il est à la mode, il est même « branché » et peut mieux communiquer avec ses militants et sympathisants en anticipant, en cas de nécessité, sur certaines de leurs réactions. C'est en cela que les jeunes avancent que le langage politique, lorsqu'il est évolué, adapté et actuel, peut apparaître comme un élément de reconnaissance de la modernité.

Dans cette même logique de mise au diapason de la modernité, le rapport à la technologie intervient en bonne place. La maîtrise des technologies de l'information et de la communication est requise pour ne pas être taxé d'analphabète du vingt-et-unième siècle. À écouter ces jeunes, l'appropriation de certains outils de l'Occident comme les technologies de l'information et de la communication par les acteurs politiques est nécessaire pour ne pas se

complaire dans les chaînes du sous-développement. En cela, ils éviteraient d'être subjugués par l'évolution technologique puisqu'ils ne seraient plus spectateurs du monde moderne. Les jeunes ne conçoivent pas que le personnage politique moderne soit totalement dépendant de son secrétariat pour travailler à l'ordinateur et surfer sur Internet. Ainsi, la maîtrise des fonctions minimales du téléphone portable (SMS, whatsapp, etc.), la maîtrise de l'outil Internet, y compris la capacité à consulter soi-même sa boîte électronique, participent de son indépendance et de sa prédisposition à la spontanéité de l'action communicationnelle en direction de sa cible. C'est aussi l'une des préoccupations soulevées dans la réflexion d'A. Bahi (2004a, p. 37) lorsqu'il souligne que « faire savoir que l'on participe à cette modernité, c'est avoir au moins une adresse électronique et donc une identité numérique. Ils veulent construire une certaine sociabilité moderne, mais qui leur soit profitable en tant qu'individus ».

Dans la conscience commune des jeunes, le rapport au changement et à l'innovation est caractéristique des enjeux de la modernité politique. En effet, ils associent la modernité politique à la modernisation de l'action publique et, en amont, à la modernisation agissante au cours de la conception des politiques publiques. Le personnage politique est celui qui sait, le mieux, procéder à une adaptation de son action publique aux défis de la société actuelle et de celle à venir, en mettant au cœur de sa politique la prise en compte des préoccupations majeures de toutes les composantes de la société. Par le changement et l'innovation, le politique apparaît moderne devant ses concitoyens, dans la mesure où son action est fortement désirée. Le désir de modernisation de l'action publique, lorsqu'il est manifeste chez les personnages politiques, les amène à se préoccuper de la cause commune, qui plus est, de l'intérêt général. En cela, l'action politique moderne inspire confiance, sécurise et suscite l'espoir au sein de la société entière.

Discussion:-

Renouveau du débat sur le pouvoir des élites et la modernité:

L'historicité et l'itinéraire des générations d'élites apportent des éléments pour enrichir le débat sur les jeux et enjeux du pouvoir au Bénin. Il s'avère que ces élites politiques ne le sont pas devenues *ex-nihilo*. Récemment et aujourd'hui encore, leur modernité réside dans le fait qu'elles aient puisé dans leur capital social et économique afin d'aspirer à la prise du contrôle de la gestion des affaires publiques aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelon local. Le renouvellement de la discussion pour une mise en perspective sociologique de la modernité des élites politiques part du constat que la conscience collective des jeunes permet de retenir, avant tout, le retour à l'ancien ou la construction de la modernité à partir de l'ancienne réalité, notamment avec la survivance des intellectuels (*akowé*) et la prégnance de la pratique du *bó* ou du gris-gris revêtu d'un pouvoir manichéiste (de protection et de nuisance) qui sert de répondant à la sur-intellectualisation des personnages politiques. Ainsi, la culture et l'assise économique donnent une lisibilité à leur capital social et symbolique, lequel capital sert de levain à « l'estime de soi » (P. Braud, 1991) dans le processus de sélection en vogue. La place du niveau de l'instruction ou de la culture (A. Jouanna, 1973) renvoie à une société quasiment productrice de règles de sélection non écrites. La dimension ou l'assise économique, du moins par des signes extérieurs, participe de la modernité, accentue le paraître des élites politiques et flatte leur égo hégémonique vis-à-vis des autres couches sociales. N. Elias (1985) ne manque pas de souligner que la consommation et la dépense sont consubstantielles à la noblesse, voire à la concurrence politique au sein de toute aristocratie. Rester politiquement dans l'air du temps, c'est aussi procéder à l'accumulation puis à la distribution opportuniste de la richesse, ce qui conforte la légitimité du « *big man* » (J.-F. Médard, 1992). Cet état de choses renforce, dans l'imaginaire des jeunes, la visibilité politique des élites dans l'arène politique et, partant, leur conformité à la modernité même si, parfois, la sociologie politique du Bénin nous enseigne une discontinuité entre le pouvoir économique et le pouvoir politico-administratif (P. Birnbaum, 1977). Par ailleurs, cette logique de l'« accumulation redistributrice » (J.-P. Olivier de Sardan, 1996, p. 107) peut accentuer la marginalisation ou la négation des partis politiques relevant de l'opposition. Cette forme de discrimination politique, certains jeunes ont vite fait de l'intégrer à leurs critères de la modernité politique.

Toujours dans la logique de construction de la modernité politique, les jeunes établissent clairement un rapport avec la modernisation de l'action publique, une adaptation de l'action publique des personnages politiques aux défis actuels et à venir de leur société. Cette perception est comme une appropriation de la « théorie de l'agir communicationnel » (J. Habermas, 1987), dès lors que lesdits personnages politiques, pour jouer efficacement leur partition dans la préservation et l'amélioration du vivre-ensemble, sont attendus sur le chantier de la recherche de consensus avec les autres acteurs de la société, et ceci à travers des discussions publiques. En se préoccupant de la cause commune et de l'intérêt général, l'action publique est fortement désirée et emporte une valeur moderne puisqu'elle incarne le changement, l'innovation et suscite l'espoir du développement.

La recherche de l'innovation intègre le changement de mode de vie où les personnages politiques, pour ne pas ramer à contre-courant du monde évolué, valorisent l'usage des outils technologiques. Faisant une analyse analogue mais ciblant l'enseignement supérieur, A. Bahi (2006) montre que la modernité technologique peut aider les universités africaines à mieux surmonter les difficultés de gestion des effectifs pléthoriques et de manque d'ouvrages dans les bibliothèques. Suite à l'analyse de cet auteur, il convient d'ajouter que la pandémie de COVID-19, ayant endeuillé le monde entier à partir du mois de mars 2020, a contraint plusieurs universités béninoises à recourir au *E-Learning* et à intensifier l'exploitation de la bibliothèque numérique. Toutefois, l'usage à outrance des outils technologiques peut réserver des surprises désagréables. C'est pour cela que son utilisation pourrait intégrer le registre de la recherche d'un juste milieu « entre modernité fluide et modernité rigide » (J. Decarsin, 2016, p.461-473).

Conclusion:-

Somme toute, cette recherche a mis en relief les perceptions des jeunes Béninois sur la modernité du leadership politique. Comme modalités de construction sociale de la modernité politique, les données analysées ont révélé, dans un premier temps, un retour à l'ancien, ce qui s'observe sous le vocable d'une résurgence de certaines anciennes représentations sociales qui se présentent sous deux variables essentielles. Au titre de ce retour à l'ancien, se situe la sur-intellectualisation de l'arène politique béninoise avec la survivance des *akowé* (les intellectuels) confortés, d'une part, par un niveau d'instruction assez élevé qui assure un leadership politique tissé au bout des études supérieures et, d'autre part, par l'accumulation de conditions matérielles et financières, toutes choses qui forcent respect et admiration consacrant ainsi à ces *akowé* un statut social de *médjomè* (personnalités importantes). Pour rester dans la modernité politique, la conscience collective des jeunes évoque la prégnance de la pratique du *bó* ou du gris-gris, avec sa capacité manichéiste (protection et de nuisance), pour servir de répondant à la sur-intellectualisation des personnages politiques.

Les perceptions de la modernité politique s'apprécient, dans un second temps, à l'aune d'un principe démocratique. Ainsi, elles s'accommodent de la marginalisation ou de la négation des partis politiques relevant de l'opposition, y compris de l'inexistence des opposants. À tout le moins, ils sont soumis au registre du paraître ou à celui d'une présence discrète, voire inoffensive vis-à-vis de l'exécutif.

Le mode de vie et la technologie trouvent une bonne place dans l'énonciation et l'articulation des perceptions des jeunes sur la modernité politique au Bénin. Selon eux, les personnages politiques modernes se mettent dans l'air du temps, se conforment au nouveau mode de vie de la société et accentuent leur rapport à la mondialisation. Dans cet élan d'adaptation à la mode ou de mise au diapason de la modernité, où ils sont "branchés" et ont un langage politique évolué, le rapport à la technologie compte pour beaucoup.

Manifestement, la modernité politique est une construction sociale et, dans le même temps, relève de la fatalité. Doit-on la co-construire, la subir ou en être simplement spectateur ? En tout cas, elle se présente sous la forme d'un processus ou d'un mouvement sans cesse renouvelé pour toutes les sociétés, y compris la société béninoise.

Dans la conscience commune des jeunes, le changement et l'innovation caractérisent la modernité politique. En cela, un rapport est établi avec la modernisation de l'action publique qui témoigne de l'adaptation de celle-ci aux défis actuels et à venir de la société. L'attachement à la cause commune et à l'intérêt général fait que son action, fortement désirée, apparaît moderne puisqu'elle suscite l'espoir et conduit au développement de toute la société.

Références bibliographiques:-

1. ARON Raymond, 1960, « Classe sociale, classe politique, classe dirigeante », **Archives européennes de sociologie**, 1, p. 260-281.
2. BAHİ Aghi, 2004a, « Les jeunes Abidjanais et Internet », *Kasa Bya Kasa*, n°6, p. 23-47.
3. BAHİ Aghi, 2004b, « Internet et logiques sociales d'adaptation des jeunes. Une étude dans des "cybercafés" abidjanais », *Bulletin du CODESRIA*, n° 1 et 2, p. 71-75.
4. BAHİ Aghi, 2006, « Les universitaires ivoiriens et Internet », *Afrique et développement*, XXXI (3), p. 152-173.
5. BAHİ Aghi, 2009-2010, « Jeunes et imaginaire de la modernité à Abidjan », in Bordonaro, Lorenzo and Carvalho, Clara (eds), *Cadernos de Estudos Africanos*, n°18/19, Centro de Estudos Africanos, Instituto Universitarió de Lisboa, julho 2009/junho 2010, p. 47-61.
6. BANÉGAS Richard, 2003, *La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala.

7. BALANDIER Georges, 2002, *Afrique ambiguë*, Paris, Plon.
8. BALANDIER Georges, 2007, « Tradition et modernité », in Sylvie Mesure et Patrick Savidian (dir.), *Le dictionnaire des sciences humaines*, PUF.
9. BARBIER Maurice, 2000, *La modernité politique*, Paris, PUF.
10. BAUER Michel, BERTIN-MOUROT Bénédicte, 1995, « La tyrannie du diplôme initial et la circulation des élites : la stabilité du modèle français », in Suleiman Ezra & Mendras Henri, **Le recrutement des élites en Europe**, Paris, La Découverte, pp. 48-63.
11. BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, 2003, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin/S.E.J.E.R [1ère éd. 1966].
12. BIRNBAUM Pierre, 1977, *Les sommets de l'État. Essai sur l'élite du pouvoir en France*, Paris, Le Seuil.
13. BOURDIEU Pierre, 1989, **La noblesse d'État. Grandes écoles et esprits de corps**, Paris, Éditions de Minuit.
14. Braud Philippe, 1991, *Le jardin des délices démocratiques*, Paris, Presses de la FNSP.
15. COQUERY-VIDROVITCH Catherine, 1971, « De la traite des esclaves à l'exportation de l'huile de palme et des palmistes au Dahomey », in C. MEILLASSOUX (dir.), *L'évolution du commerce en Afrique de l'Ouest*, Oxford, Oxford University Press, p. 107-123.
16. CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, 1977, *L'Acteur et le Système*, Paris, Seuil.
17. DAHL Robert A., 1961, *Who Governs? Democracy and Power in an American City*, New Haven and London, Yale University Press.
18. DECARSIN Joël, 2016, « Entre modernité fluide et modernité rigide » in Étudier en liberté les mondes méditerranéens, Leyla Dakhli et Vincent Lemire (dir.), *Publications de la Sorbonne*, pp. 461-473
19. ELIAS Norbert, 1985, *La société de cour*, Flammarion, Manchestcourt.
20. GEERTZ Clifford, 1973, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books.
21. GEERTZ Clifford, 2002, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF, 3è édition, p. 153-182.
22. GESCHIERE Peter, 1995, *Sorcellerie et politique en Afrique : La viande des autres*, Paris, Karthala.
23. GLUCKMANN Max, 1955, *The Judicial Process Among the Barotse of Northern Rhodesia*, Manchester, Manchester University Press.
24. GOFFMAN Erving (dir.), 1961, *Encounters. Two Studies in the Sociology of Interaction*, Indianapolis, Bobbs-Merrill.
25. GOFFMAN Erving, avril 1977, « La ritualisation de la féminité », trad. A. Kihm, in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 14, pp. 34-50.
26. HABERMAS Jürgen, 1981, « La modernité : un projet inachevé », *Critique*, n° 413 (Vingt ans de pensée allemande), Éditions de Minuit, octobre.
27. HABERMAS Jürgen, 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, tomes I et II, trad. de J.-M. Ferry et J.-L. Schlegel, Paris, Fayard.
28. HARDER Yves-Jean, 1996, « Le sujet de la modernité », in René Heyer (dir.), *L'ancien et le nouveau*, Presses universitaires de Strasbourg.
29. HINNOU Patrick, 2014, *Négocier la démocratie en Afrique. L'exemple du Bénin*, Paris, L'Harmattan, Coll. Etudes africaines.
30. JOUANNA Ariette, 1973, *L'idée de race en France au XVIè et au début du XVIIè siècle*, thèse de doctorat, Université de Lille.
31. KAUFMANN Jean-Claude, 1996, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan.
32. MACAMO Elisio Salvado, 2005, « Introduction. Negotiating modernity: from colonization to globalization », in Elisio Salvado (org.), *Negotiating modernity? Africa's ambivalent experience*, Dakar, CODESRIA, p. 1-16.
33. MÉDARD Jean-François, 1992, « Le « big man » en Afrique » : analyse du politicien entrepreneur », in *Année Sociologique*, n° 42, pp. 167-192.
34. MOSCA Gaetano, **Elementi di scienza politica, (Éléments de science politique)**, Turin, Fratelli Bocca, 1896 dans **Scritti politici di Gaetano Mosca, (Écrits politiques de Gaetano Mosca)**.
35. OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1996, « L'économie morale de la corruption en Afrique », *Politique africaine*, n° 63, p. 97-116.
36. PARETO Vilfredo, 1902, *Les Systèmes socialistes*, Paris, édi V. Giard et E. Brière.
37. RIFFARD Pierre, 1983, *Dictionnaire de l'exotérisme*, Paris, Payot [rééd. 1993].
38. RONEN Dov, 1974, « The colonial elite in Dahomey », *African Studies Review*, 18 (1), avril, p.55-76.
39. TINE Antoine, 2005, « Élités politiques et démocratisation au Sénégal. Pour une lecture néo-machiavélienne », in Elisabeth Annan-Yao (dir.), *Développement en Afrique de l'Ouest. Mythe et réalité*, Dakar, CODESRIA.

40. TOPANOU Victor, 2009, « La peur du bó : pratiques occultes et construction de l'Etat de droit », in P. J. Hountondji (dir.), *L'ancien et le nouveau : la production du savoir dans l'Afrique d'aujourd'hui*, Cotonou, Imprimerie Minute, p. 267-301. .
41. VITTIN Théophile, 1989, « Esquisse de la formation et de l'évolution des élites modernes au Bénin », Bordeaux, IEP-CEAN, miméo, juin. Exposé, Journée d'étude sur Les élites africaines au pouvoir (Bordeaux, CEAN).
42. WINKIN Yves, 1993, « Communication interpersonnelle et interculturelle », in L. Sfez (éd.), *Dictionnaire critique de la communication*, 1, Paris, éd. p. 413-515.
43. WRIGHT-MILLS Charles, 1957, « The Power Elite : Military, Economics, and Political », in A. Kornhauser (ed.), **Problem of Power in American Democracy**, Detroit (Mich.), Wayne State University Press, p. 145-172.
44. ZOSSOU Gaston, 2004, *La guerre des choses dans l'ombre*, Paris, Maisonneuve et Larose.